

Élections en Irak et le retour de la violence

Al Maliki assume un nouveau mandat influencé par la guerre civile en Syrie et assombri par des tensions terroristes, religieuses et sectaires, l'autoritarisme et la corruption.

Ignacio Rupérez

Le premier ministre Nouri Al Maliki et sa coalition, État de Droit, ont remporté les élections du 30 avril Irak, les troisièmes depuis l'invasion du pays en mars 2003, et les premières après le retrait des troupes des États-Unis en décembre 2011. Ils ont obtenu 92 sièges, bien loin de la majorité absolue dans un Parlement de 328 sièges, mais avec un grand avantage par rapport aux partis sunnites, kurdes et chiites. La participation s'est élevée à 62 %, deux points de moins qu'en 2010. Plus de 100 partis et 9 000 candidats se sont présentés pour obtenir les votes de 21 millions d'électeurs enregistrés sur une population de 33 millions de personnes. Cela prendra des mois pour connaître la composition du nouveau gouvernement, dont la négociation sera compliquée étant donné le grand fractionnement parlementaire, ainsi que l'incertitude des résultats en ce qui concerne la position politique d'Al Maliki, même dans son parti. Cependant, on ne peut pas exclure qu'il obtienne un troisième mandat en tant que premier ministre mais, il est vrai, avec plus de difficultés que lors des élections précédentes. Cette législature, Al Maliki et la coalition chiite État de Droit devront faire face à un Conseil des Représentants plus compliqué à contrôler, avec une division et une polarisation accentuées aussi bien parmi les rangs des partis kurdes, sunnites et chiites, que parmi l'opinion publique et le sentiment de la nation en général.

Pendant les deux mandats d'Al Maliki, sa gestion a contribué de façon notoire à cette remarquable caractérisation de la vie politique iraquienne ; déterminée par le retrait des troupes américaines, avec la conséquente perte d'influence de Washington et, de façon particulière, du fait des notables répercussions de la guerre civile en Syrie, qui a provoqué l'entrée de terroristes, de combattants et de plus de 200 000 réfugiés en Irak.

L'homme de Washington, supposément

Gâce à l'appui des USA, de ses soldats, de ses diplomates et de ses conseillers Al Maliki a accumulé depuis 2006, un immense pouvoir, en particulier dans les secteurs les plus sensibles des ministères de

l'Intérieur, la Sécurité, la Défense et les Affaires étrangères. Avec une certaine ambiguïté et des résultats à ambivalents, comme s'il s'agissait de l'unique candidat ou du moins mauvais, les USA ont fait d'Al Maliki leur homme en Irak, comme Hamid Karzaï fut leur homme en Afghanistan. Dans les deux cas avec des résultats ambigus et un mécontentement manifeste des USA pendant la dernière période. Grâce à l'appui de Washington, mais aussi de Téhéran depuis 2006, Al Maliki a contrôlé de façon directe les forces de sécurité, de renseignement et de police, ainsi que de nombreux ressorts financiers, en poursuivant avec obstination ses ennemis politiques, aussi bien chiites que sunnites, à l'intérieur et à l'extérieur des tribunaux.

Avec Al Maliki, l'Irak continue à reproduire parmi la population et sur son territoire la carte sectaire provoquée par l'administration américaine depuis l'invasion : avec les Kurdes établis dans une zone autonome et éloignée de Bagdad dans leur propre région, les chiites en tant que majorité reconnue dans les institutions publiques, moyennant la corrélation étroite entre la majorité démographique et la majorité politique avec la prédominance des partis chiites très perceptible dans la moitié sud du pays ; et avec les sunnites désorientés et amers du fait de la politique contre le parti Baas et le régime de Saddam Hussein qui se confond en réalité avec une politique sectaire contre la plus importante minorité nationale, évincée aujourd'hui de l'administration, du Parlement, des Forces armées et du gouvernement. La conséquente désaffection sunnite est étroitement liée à l'essor du terrorisme et l'opposition à l'actuel premier ministre, comme on a pu le voir depuis 2003 avec l'insurrection et la guerre civile contre Américains et chiites.

L'insécurité d'Al Maliki

Bien qu'Al Maliki conserve un appui substantiel provenant de la majorité de la population chiite et des partis pro-iraniens, sa gestion a suscité de croissantes critiques et elle a généré des tensions de changement, principalement parmi les chiites natio-

Ignacio Rupérez, diplomate. Il a servi en Irak comme chargé d'affaires et chef de mission (1997-2000) et puis ambassadeur (2005-2008).



Un iraquien lit les résultats électoraux après la victoire d'Al Maliki aux élections parlementaires. Bagdad, 20 mai 2014. /AHMAD AL RUBAYE/AFP/GETTY IMAGES

nalistes du Conseil Suprême Islamique d'Irak et les Sadristes (partisans de Moqtada al Sadr, Ndr), qui pensaient que le parti État de Droit obtiendrait moins de sièges et que les deux autres formations chiites pourraient construire une alternative de gouvernement, ce qui est impossible puisqu'ils n'ont obtenu que 70 sièges. La rumeur courait même qu'au sein du bloc État de Droit les manœuvres pour trouver un successeur avaient commencé. Pour l'instant, on prévoit des réajustements et des divisions dans les partis à base religieuse et ethnique, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils vont se reconstruire en dépassant ces critères d'affiliation, ni s'établir selon la citoyenneté et l'idéologie politique.

Jusqu'ici, et en particulier après l'approbation de la Constitution en 2005, le gouvernement en Irak a fonctionné grâce à un pacte implicite entre chiites et Kurdes qui a garanti une certaine abstention de Bagdad dans les affaires kurdes et leur progression dans l'autogouvernement, mais il n'assure plus à Erbil l'appui au gouvernement autonome des deux principaux partis kurdes, en particulier le Parti Démocratique du Kurdistan. Avec le second mandat d'Al Maliki et la longue maladie du

président de la République, le kurde Jalal Talabani, son parti, l'Union patriotique du Kurdistan, s'est aussi affaibli. Ce parti et celui de Massoud Barzani, le Parti Démocratique du Kurdistan, en cours de reconstruction et avec d'importantes tensions internes, ont été incapables de négocier pendant plus d'un an la formation d'un gouvernement autonome, dans une région beaucoup plus sûre et prospère que le reste de l'Irak, mais touchée par la guerre civile syrienne, par la rivalité traditionnelle des deux principaux partis kurdes et par les problèmes des Kurdes de l'autre côté de la frontière.

Secousses déstabilisatrices

Il n'est peut-être pas exagéré d'affirmer que l'Irak participe aussi à la guerre civile syrienne. En raison des secousses déstabilisatrices provenant du pays voisin, auxquelles s'ajoutent les tensions religieuses et ethniques, la corruption qui ne cesse pas, les abus des forces de sécurité et la présence active des *ihadistes* de l'État Islamique de l'Irak et du Levant (ISIL), l'Irak est à nouveau submergé dans la violence

terroriste, qui atteint des niveaux de mortalité et de destruction qui rappellent ceux de 2006 et 2007, les pires années de l'occupation, en particulier dans les provinces de Diala et Salaheddin, Ninive et les alentours de la ville de Mossoul. L'ISIL et d'autres formations terroristes qui agissent des deux côtés, en Syrie et en Irak, contrôlent une portion substantielle du territoire entre la frontière et les alentours de Bagdad. Cette année, l'on compte déjà 3 500 morts violentes en Irak parmi la population civile.

Partout, avant et après les élections, de nombreux attentats se sont produits en Irak contre des objectifs chiites, qui ont provoqué le réarmement et la réponse de leurs milices et la réapparition de groupes sunnites à caractère insurgé contre les forces d'occupation, incluant des éléments baasistes qui semblaient disparus et qui ont à nouveau semé l'insécurité à Bagdad. On a assisté à des événements tragiques dans la localité d'Abou Ghraïb, située dans les alentours de Bagdad, où se trouve l'infâme prison qui a scandalisé l'opinion publique internationale du fait du traitement cruel infligé aux prisonniers irakiens ; mais où se trouve aussi le célèbre *ziggourat* d'Akarkouf, que les voyageurs du XIX^{ème} siècle confondait avec la Tour de Babel du fait de sa magnificence et son surprenant bon état de conservation. D'une certaine manière, les terroristes ont aussi participé à la campagne électorale irakienne, tout comme la présence des plus de 200 000 réfugiés syriens.

Les événements de Falloujah et Ramadi

Mais les arguments qui soutiennent que l'Irak peut finir par participer à la guerre civile syrienne se basent surtout sur les événements qui se sont produits dans les villes de Falloujah et Ramadi, dans la province désertique d'Anbar, majoritairement sunnite et voisine de la Syrie, avec de solides structures tribales et très religieuse. À Falloujah en particulier, on avait déjà assisté à de nombreux affrontements sanglants entre les insurgés et les forces américaines. Les événements de cette année, en progression continue depuis décembre 2012, ont atteint un tel niveau que les USA, ainsi que l'Iran allié d'Al Maliki, ont dû recommencer à envoyer du matériel militaire pour les forces irakiennes dans une lutte où participent des éléments tribaux, l'ISIL et d'autres groupes terroristes et insurgés. Ainsi, nous avons là les ingrédients d'une guerre de faible intensité.

Les batailles dans les deux villes et l'insécurité dans la province d'Anbar mettent du moins en évidence le fait que les Irakiens ne peuvent pas s'absenter de la guerre civile syrienne, et qu'ils ont du mal à l'éviter. Pour cela, pour unifier les forces contre Al Qaeda en tant qu'ennemi commun, l'apparent paradoxe selon lequel Américains et Iraniens peuvent converger pour prêter aide au gouvernement d'Al Maliki se répète, ce qui favorise finalement la seule solution qui ait traditionnel-

lement servi à contrôler le pays dans des moments critiques : la négociation avec les tribus. Présentes des deux côtés des frontières, avec des liens ancestraux de religion, coutumes, commerce et parenté, les combinaisons et les hypothèses sur les éventuelles altérations territoriales abondent et l'on évoque les possibilités des sunnites en Syrie et en Irak pour le lendemain de la guerre. La guerre civile a contribué à ce que Syriens et Irakiens découvrent qu'ils font partie d'un même pays, entre le Tigre et l'Euphrate, artificiellement coupé par la colonisation occidentale, avec l'hypothèse d'une révision du Pacte Sykes-Picot.

Le passé resurgit en Irak

La frontière entre les deux pays ne peut aujourd'hui être sécurisée sans la coopération de ces tribus transnationales qui se projettent aussi vers le Liban, la Jordanie et l'Arabie saoudite, disposant depuis des siècles d'armes et de liberté de mouvement, avec leurs propres lois, coutumes et façons de vivre, dans un flux et reflux vers les gouvernements respectifs selon la force de ceux-ci et la qualité de leur traitement ; et en général avec des relations froides ou mauvaises avec le gouvernement de Bagdad. Les tribus d'Irak ne sont pas unanimes quant à l'appui à Bagdad face aux combattants qui en luttant contre Al Maliki croient aussi lutter contre Al Assad, les chiites et les alliés de l'Iran. Ainsi donc, le passé resurgit en Irak, comme avec les Britanniques et la monarchie hachémite, Saddam Hussein, al Jaafari, Al Maliki et les Américains. Se séparer des tribus, axe essentiel pour la gouvernabilité du pays, en particulier dans les provinces, est une grave erreur.

En définitive, de nombreux éléments de fractionnement et d'anarchie, d'incompétence gouvernementale et d'agressivité politique de la part d'Al Maliki et son entourage s'unissent. On prévoit un avenir compliqué en Irak qui passe par de nouvelles élections générales sans avoir dépassé non plus les récents traumatismes de l'invasion et l'occupation, la destruction de son État et ses Forces armées, avec la consécration de la division sectaire parmi la population et en politique, et par conséquent dans l'organisation politique et même territoriale. À ce déficit, loin d'être comblé, s'unissent l'abus autoritaire et excluant propre des années d'Al Maliki en tant que premier ministre, ainsi que les illusions déstabilisatrices et revanchistes de sunnites et chiites irakiens, prompts à user la violence de façon récurrente. Tous placent leurs illusions dans le dénouement de la guerre civile en Syrie, en s'identifiant respectivement contre ou pour Al Assad, tentés peut-être de développer en Irak une guerre civile semblable et obtenir avec l'éventuelle efficacité des armes ce que, du moins jusqu'ici, ils n'ont pas réussi à obtenir ni par les urnes ni par le gouvernement d'Al Maliki. ■